



DE VIVE VOIX vol.3 no.02

1^{er} septembre 2015

RECENTRER NOTRE STRATÉGIE DE NÉGOCIATION

Par Guy Ferland, professeur de philosophie

Depuis que j'enseigne (1990), les demandes des professeurs de cégep ont toujours été centrées sur les conditions de travail, table sectorielle oblige. Nous n'avons jamais revendiqué principalement une meilleure rémunération afin de faire reconnaître la valeur sociale de notre travail, sauf pendant l'actuelle ronde de négociation avec le front commun.

Or, depuis 25 ans, nous nous appauvrissons. Notre profession est dévaluée pendant que notre tâche s'alourdit grandement. Notre pouvoir d'achat fond comme neige au soleil. Nous gagnons des ETC dans l'aménagement de notre tâche que nous troquons contre de l'alourdissement des tâches connexes.

Pourquoi alors certains professeurs de cégep continuent-ils de vouloir centrer nos efforts de négociation sur les conditions de travail? Les raisons évoquées pour ne pas faire de nos augmentations de salaire la priorité de nos revendications sont discutables et elles ne font que fournir des armes aux négociateurs du gouvernement.

« Que va dire l'opinion publique si nous demandons des augmentations de salaire? Nous sommes en crise financière. La limite de la capacité de payer des Québécois est atteinte. Les contribuables paient déjà trop d'impôt. Nous gagnons assez cher pour le travail que nous effectuons. Que vont dire les plus bas salariés de la fonction publique? » Depuis un quart de siècle, ces principaux arguments sont avancés non pas seulement par la partie patronale lors des négociations, mais par des membres de la partie syndicale également. C'est encore le cas aujourd'hui.

Les tracts que nous distribuons dans les différents cégeps de la province sont éloquents à ce sujet. Presque pas un mot sur les salaires, seulement des revendications sur les services aux élèves, des critiques sur les effets des coupes du gouvernement et quelques demandes d'aménagement de la tâche que nous paierons cher, une fois de plus.

Le résultat net de cette sempiternelle stratégie est que nous augmentons notre tâche tout en diminuant nos salaires et nos conditions de vie.

Le métier de professeur au collégial est de moins en moins attrayant et motivant. Il ne peut plus concurrencer l'équivalent au privé. Plusieurs professeurs ne se gênent plus pour dire tout haut

qu'ils travaillent ailleurs pour arrondir les fins de mois. D'autres quittent carrément la profession pour un autre emploi mieux rémunéré et plus reconnu.

Il est temps de recentrer notre stratégie de négociation avec le front commun sur le véritable enjeu : la reconnaissance de notre profession à sa juste valeur salariale, si l'on ne veut pas encore une fois diminuer nos conditions de vie tout en augmentant nos tâches connexes.